

LEUR SECONDE MARCHÉ SUR ALGER A ÉTÉ ENCORE UNE FOIS EMPÊCHÉE

Les gardes communaux n'abdiquent pas

Le sort réservé à leur marche sur Alger, ce jeudi, n'est pas de nature à entamer la détermination des gardes communaux pour qui le mot «marche arrière» n'existe pas dans leur glossaire. Ils avertissent quant à la vanité de toute guerre d'usure, mettant en avant le fait qu'ils n'ont «absolument rien à perdre», eux qui ont perdu ce qu'ils ont de plus cher, leur dignité qu'ils tentent justement de recouvrer via ce mouvement.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Pour la seconde fois en dix jours, les gardes communaux ont été empêchés de rejoindre la capitale. Et si elle n'a pas été émaillée d'incidents à l'inverse de la toute première, cette seconde tentative a été caractérisée par le fait que les marcheurs n'ont pu franchir le territoire de la wilaya d'Alger, tenus en respect qu'ils étaient à hauteur de Boufarik.

En effet, les gardes communaux qui ont entamé, par milliers, leur périple à 6h de la matinée de jeudi, à partir du siège de la délégation de wilaya de Bida face à laquelle ils étaient en sit-in permanent depuis le 26 juin dernier, ont juste eu le temps de «s'échauffer» puisque au bout d'un parcours de près d'une dizaine de kilomètres, ils ont dû s'arrêter. C'était vers les coups de 11h, à hauteur de la base aérienne de Boufarik, quand ils feront face à un impressionnant cordon sécuritaire déployé sur les lieux.

Une véritable muraille érigée par des éléments de la Gendarmerie nationale, fortement outillés et visiblement décidés à en découdre et mettre ainsi à exécution l'ordre implacable : ne pas laisser les gardes communaux poursuivre leur chemin. Et à la vue de ce cordon vert, Aliouat Lahlou, un des coordinateurs nationaux des gardes communaux, eut sur-le-champ cette

réflexion : «Ils croient que nous allons en découdre avec eux, façon subtile de vérifier le caractère pacifique de notre mouvement. Qu'ils se détrompent», nous lâchera-t-il, avant d'inviter ses pairs à faire preuve davantage de maîtrise de leurs nerfs et ne pas répondre aux provocations. Ce qui fut exécuté aussitôt puisque les gardes communaux qui avançaient en file indienne le long de la bande de l'arrêt d'urgence de l'autoroute Bida-Alger, sans gêner outre mesure la circulation automobile, se sont immobilisés. Et au bout d'assez long palabres avec un officier de la Gendarmerie nationale, les gardes communaux et au vu de l'impossibilité pour eux de continuer leur marche au risque de provoquer des affrontements, décidèrent de camper sur les lieux.

Et ce qui semble être une ferme, juste en face de la base aérienne, était tout indiqué pour eux pour y installer leurs «quartiers». Et c'est ainsi qu'en un temps record, d'innombrables huttes et des tentes ont vu le jour, conférant aux lieux des allures d'un camp indien. De petits abris de fortune où les milliers de gardes communaux ont élu «domicile» par groupes de cinq à six. «Nous marquons une halte devenue inévitable pour éviter tout dérapage que l'on nous collera après, déjà qu'ils ont bloqué la circulation dans les

deux sens dans le but évident de remonter les usagers de l'autoroute contre nous», soutiendra Aliouat.

«Nous ne voulons pas entendre parler de perte humaine d'un côté comme de l'autre. On campe sous des tentes et il est fort probable qu'on passe le Ramadan dans ce lieu en cas de persistance du black-out», affirmera Hakim Chouaïb, un autre coordinateur national de la garde communale. Et les gardes communaux ont dû se résigner, en toute fin de journée, à passer leur première nuit sur les lieux, eux qui ont décliné «l'offre» faite par un officier de la gendarmerie de partir par groupes de quatre ou dix. «Ce que nous avons refusé car déterminés à rester à Boufarik, dans l'attente de rejoindre tôt ou tard Alger», affirmera Aliouat.

Hier encore, au premier jour du Ramadan, le «camp» respirait sérénité et calme. Les gardes communaux n'étaient pas en aussi grand nombre comme la veille, certains ont dû rendre visite aux leurs au premier jour de ce mois de piété. «Nous ne sommes quand même pas loin de 10 000 à demeurer sur les lieux dans l'attente que d'autres collègues nous rejoignent», dira Hakim Chouaïb qui nous a reçus dans sa hutte qui lui sert de «bureau» en compagnie de ses autres collègues coordinateurs et agents. Et à notre interlocuteur de nous prendre de vitesse en faisant remarquer de prime abord que les gendarmes sont loin d'avoir décampé. «Ils sont toujours stationnés dans les alentours et prêts à intervenir au moindre de nos mouvements», soutiendra-t-il. Et de justifier cette journée de répit observée par la fatigue de la veille et surtout l'effet du pre-

mier jour de Ramadan. Aussi il relèvera le fait que nombre de ses collègues ont dû rejoindre les leurs pour une visite avant de revenir prochainement.

Pour cet ancien gendarme de 46 ans qui s'est engagé dans le corps de la garde communale en 1995 dans la wilaya de Blida, «toutes les nouvelles promesses quant à la prise en charge de notre retraite sont humiliantes à l'encontre de ceux qui ont passé leur vie au maquis pour la sécurité du pays». Et de poursuivre : «Notre combat est celui de la dignité car nous voulons un statut digne de ce nom et surtout l'implication officielle du président de la République.» Une exigence qui fera presque sourire un agent de la wilaya de Médéa pour qui cette revendication n'a aucune chance d'aboutir en ce sens, osera-t-il, «le président n'est pas libre de ses mouvements et a les mains et les pieds liés». Et de s'interroger sur le silence de la classe politique et des autres entités associatives, notamment celles émergeant au chapitre des droits de l'homme, osant une autre fois un autre constat : «Tous les partis, exception faite peut-être du RCD, sont à la solde du pouvoir, même le FFS a fini par rentrer dans les rangs.»

Un autre agent de la wilaya de Tipasa mettra le doigt sur l'arrière-pensée politique de leur sort. «Comment voulez-vous que nous nous taisions quand nos ennemis d'hier nous narguent. Eux qui se sont vu offrir des déclarations d'induction en erreur, que nous propose-t-on, nous ?», s'indignera-t-il, relevant, dans ce sillage «qu'une veuve d'un garde communal tombé au champ d'honneur touche

presque quatre fois moins que celle d'un terroriste tué». Ce qui constitue, entre autres, les facettes cachées de la réconciliation nationale qui a consacré, dira notre interlocuteur, «cette inversion des rôles».

Le président de la République interpellé

L'Internationale des services publics (ISP) a réagi à l'interdiction de la marche des gardes communaux du 9 juillet dernier avec tout ce qui l'a entourée comme dépassement avec la mort d'un manifestant. «Une fois de plus, l'ISP appelle le gouvernement algérien à prendre les mesures nécessaires au bon respect des droits fondamentaux au travail, y compris les droits syndicaux et les libertés civiles. Nous l'appelons aussi à entamer les négociations sociales avec les gardes communaux», lit-on dans la lettre envoyée ce jeudi à Abdelaziz Bouteflika.

L'organisation revient sur la manifestation du 9 juillet dernier, rappelant «la violente répression policière» contre les gardes communaux, la mort de Lasfer Saïd, les blessés et les arrestations. «Les policiers leur ont confisqué les certificats médicaux prouvant qu'ils ont subi des sévices corporels», pouvons-nous lire encore dans cette missive qui fait mention des «personnes arrêtées et convoquées pour comparaître devant le tribunal le 24 du mois courant». «Elles sont accusées d'avoir bloqué les voies publiques. Parmi les manifestants détenus, quatre sont portés disparus et leurs familles s'inquiètent de leur sort», ajoute encore l'ISP.

M. K.

HAKIM CHOUAÏB, COORDINATEUR NATIONAL DES GARDES COMMUNALES :

«Nous avons été trahis»

Hakim Chouaïb est l'un des coordinateurs des gardes communaux qui mènent depuis des mois un large mouvement de contestation. Cet ancien gendarme de 46 ans a rejoint par «conviction de servir le pays face au péril islamiste» comme il le dira lui-même lors d'une entrevue, hier en mi-journée, dans une hutte qui lui sert de bureau dans le nouveau campement des gardes communaux érigé à Boufarik dans le sillage de l'empêchement, une fois de plus, ce jeudi, de leur seconde marche vers la présidence de la République après celle du 9 juillet dernier. Pour ce père de 4 enfants, chef d'un détachement de la garde communale dans la wilaya de Blida, le mouvement est enclenché et il n'est pas question de revenir en arrière, «trahis que nous sommes». Suivons-le :

Le Soir d'Algérie : Qu'en est-il du moral de vos troupes après la répression de la marche du lundi 9 juillet et surtout la mort d'un garde communal de Khemis Miliana et l'empêchement de votre marche de ce jeudi ?

Hakim Chouaïb : Ce serait vous mentir ou cacher le soleil avec un tamis si je vous disais que notre moral n'a pas été altéré par cette cascade d'aléas. Il est, pour ainsi dire, brisé en ce sens que nous nous sentons délaissés, abandonnés et je dirai plus que cela, nous sommes trahis. Pourquoi trahis, car je pense que notre corps qui a sauvé l'Algérie du péril islamiste paie à lui seul le prix de la réconciliation nationale qui fait la part belle à nos bourreaux d'hier. Drôle de manière d'honorer la mémoire des milliers de gardes communaux et autres patriotes qui ont payé de leur vie la sauvegarde de la République.

Votre seconde marche vient d'être empêchée de nouveau...

Ça nous perturbe certes mais pas au point de nous faire reculer. Cette fois-ci, nous venons de prouver à la face des pouvoirs publics que notre mouvement est pacifique et

ne vise qu'à nous rétablir dans notre dignité. Après nous avoir opposés aux forces de police qui nous ont malmenés au point d'engendrer mort d'homme et fait subir les pires tortures à bien de collègues, on nous ramène, cette fois-ci, les éléments de la Gendarmerie nationale. Une stratégie diabolique que nous avons magistralement déjouée en faisant preuve d'un sens élevé de responsabilité. Nous n'avons pas cédé aux provocations et nous avons préféré camper ici dans l'attente d'une autre démarche à adopter.

Est-ce à dire que la «marche arrière» n'existe pas dans votre lexique ?

Parfaitement, il n'est pas question pour nous de faire marche arrière car, comme je vous l'ai dit, c'est le combat de la dignité que nous menons. Il n'est pas question pour nous de retourner bredouilles chez nous après tant de sacrifices. Nous avons l'impression d'être les dindons d'une farce, celle de la réconciliation nationale qui s'est faite sur notre dos. Trouvez-vous normal qu'une veuve de terroriste abattu touche beaucoup plus que celle d'un garde communal tombé au champ d'honneur face à ce même terroriste et compère ? Ceci n'existe nulle part au monde.



Hakim Chouaïb.

Une sorte d'ingratitude...

Plus que de l'ingratitude, c'est comme si on nous envoyait balader. Et dire que pour leur quasi-majorité, les gardes communaux ont rejoint le corps à un moment où il n'était point évident d'étaler le moindre indice de son patriotisme, à un moment où il faisait bon d'accompagner le «mouvement».

Mais, nous ne nous taisons pas, nous continuerons notre combat car il vaut vraiment la peine de le mener à son terme au risque que nos compagnons d'armes morts au champ d'honneur ne se retournent dans leurs tombes.

Pour revenir à vos revendications, où situez-vous la ou les raisons du refus de leur satisfaction, ceci au moment où d'autres corps de sécurité ont bénéficié de substantielles augmentations ?

C'est éminemment politique. C'est grâce, en très grande partie, aux gardes communaux, ceci sans diminuer du rôle des autres corps de sécurité, que le pays est resté debout et n'a pas abdié face à l'hydre terroriste islamiste. Mais politique de réconciliation nationale oblige, il fallait bien que quelqu'un serve de bouc-émissaire, et nous sommes tout indiqués pour jouer ce «rôle» aux yeux des décideurs qui tiennent à s'approprier ce mérite. Et pour tout dire, c'est moins une question d'argent qui préoccupe les pouvoirs publics plus que cet aspect politique.

Qu'en est-il de votre réunion avec Ould Kablia ?

Vous me donnez là, l'occasion d'apporter des précisions : lors de notre marche du 9 juillet, des personnes sont venues nous voir et nous ont promis de nous organiser une réunion avec les services de la présidence de la République par le biais du secrétaire général du ministère de l'Intérieur. Mais quelle fut notre surprise quand nous eûmes en face M. Ould Kablia qui disait que c'est le président qui l'a rappelé de son congé pour recueillir nos doléances afin de les lui transmettre. Chose faite puisque nous lui avons remis notre plateforme de revendications.

Ceci dit, nous pensons que la solution à nos revendications ne relève pas du ministère de l'Intérieur qui joue à cache-cache mais plutôt de la présidence de la République. Il n'est plus question pour nous de continuer à être exploités par les services de sécurité et payés comme des agents de l'administration.

Entretien réalisé par M. K.